

## **Publications périodiques**

---

## **Comptes intermédiaires**

---

**BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE**  
 Société coopérative de banque au capital de 118 763 310 €  
 Siège social : 56-60, rue de La Glacière, 75013 Paris  
 RCS Paris 326 127 784

**DOCUMENTS COMPTABLES SEMESTRIELS**

**A. - Bilan au 30 juin 2019 avant répartition.**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>30/06/2018</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/2019</b>
Caisse, banques centrales, CCP	181 163	32 723	32 709
Effets publics et valeurs assimilées	488 518	488 095	476 763
Créances sur les établissements de crédit	46 391	99 805	43 273
Opérations avec la clientèle	2 297 518	2 243 116	2 208 699
Obligations et autres titres à revenus fixes	279 960	324 950	355 808
Actions et autres titres à revenus variables	135 160	305 145	388 059
Parts dans les entreprises liées	48 140	45 227	45 196
Participations et autres titres détenus à long terme	1 927	1 334	1 339
Crédit-Bail et opérations assimilées			
Locations simples			
Immobilisations incorporelles	261	1 288	4 831
Immobilisations corporelles	1 831	1 517	1 538
Autres actifs	17 443	26 898	41 465
Comptes de régularisation	14 864	14 255	19 536
<b>Total actif</b>	<b>3 513 175</b>	<b>3 584 352</b>	<b>3 619 216</b>

<b>Passif</b>	<b>30/06/2018</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/2019</b>
Dettes envers les établissements de crédit	197 824	200 294	150 921
Opérations avec la clientèle	2 946 045	3 007 950	3 062 576
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	23 165	12 524	25 314
Comptes de régularisation	43 655	40 634	46 399
Provisions pour risques et charges	884	900	1 422
Dettes subordonnées	2 133	2 166	2 134
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 205	22 205	22 205
Capitaux propres	277 264	297 679	308 246
Capital souscrit	116 220	118 763	118 763
Primes d'émission	18 132	22 066	22 066
Réserves	128 546	128 546	153 138
Provisions réglementées et subventions d'investissement	327	378	430
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (+ / -)	14 038	27 925	13 849
<b>Total passif</b>	<b>3 513 175</b>	<b>3 584 352</b>	<b>3 619 216</b>

Hors bilan	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
Engagements donnés :			
Engagements de financement	57 452	38 845	63 591
Engagements de garantie	3 070	5 064	7 064
Engagements reçus :			
Engagements de financement	105 000	105 000	105 000
Engagements de garantie	67 990	58 687	54 285
Autres engagements reçus sur titres			

**B. - Compte de résultat**

(En milliers d'euros.)

	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
+ Intérêts et produits assimilés	59 130	119 093	58 794
- Intérêts et charges assimilées	16 190	31 418	15 123
+ Revenus des titres à revenu variable	157	460	1 134
+ Commissions (produits)	11 180	23 509	13 218
- Commissions (charges)	626	1 337	644
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
s+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-754	-1 190	-200
+ Autres produits d'exploitation bancaire	74	200	60
- Autres charges d'exploitation bancaire	6	20	6
<b>Produit net bancaire</b>	<b>52 966</b>	<b>109 298</b>	<b>57 234</b>
- Charges générales d'exploitation	30 918	62 456	32 085
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	418	896	312
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>21 629</b>	<b>45 946</b>	<b>24 837</b>
+/- Coût du risque	-5 033	-10 217	-4 745
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>16 597</b>	<b>35 730</b>	<b>20 092</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-1	2
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>16 597</b>	<b>35 728</b>	<b>20 094</b>
+/- Résultat exceptionnel			
- Impôt sur les bénéfices	2 558	7 803	6 245
+/- Dotations/ reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées			
<b>Résultat net</b>	<b>14 038</b>	<b>27 925</b>	<b>13 849</b>

**C. - Annexes aux comptes annuels.****I - Faits significatifs de la période.**

Le projet de transformation du système d'information de la banque, élément structurant du plan stratégique à cinq ans « Envol 2023 » validé par le Conseil d'administration en fin d'exercice 2018, a démarré début juin. Ce projet, prévu pour s'étaler sur une durée de 2 ans, débute par des travaux de cadrage qui mobilise une large partie des équipes.

**II - Faits postérieurs à la clôture**

Néant.

**III - Informations sur les règles et principes comptables****1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.**

Les comptes sociaux sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2014-07 relatif aux comptes des établissements du secteur bancaire. Au 30/06/2019 les comptes sont des comptes résumés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-17 du Code de Commerce, la BFM est exemptée de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés puisqu'elle est elle-même, ainsi que ses deux principales filiales ITL et la SCI Glacière, sous le contrôle de la société MNH qui les inclut dans ses comptes consolidés.

Société consolidante	Adresse	Méthode de consolidation
MNH	331 avenue d'Antibes, 45 200 AMILLY	Intégration globale

#### 1. 1.1 Comptabilisation de l'actif immobilisé.

L'actif immobilisé est inscrit au bilan pour son prix d'acquisition (TVA non récupérable incluse, le cas échéant).

En ce qui concerne les logiciels projets : compte tenu de nombreux développements réalisés et à venir, la BFM applique la méthode préférentielle pour la comptabilisation de ces derniers et ce grâce notamment aux outils de suivi développés.

#### Durées d'amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée probable d'utilisation suivant le mode linéaire, sauf en ce qui concerne le matériel informatique amorti suivant le mode dégressif. L'approche par composants (CRC n° 2002-10) n'a pas permis d'identifier de différences significatives sur les principes déjà adoptés. De manière générale :

Logiciels	3 ans (dégressifs) pour les logiciels Système 1 an pour les logiciels bureautique.
Logiciels Projets	5 ans en linéaire
Immeubles	36 ans
Agencements et mobilier	3 ans et 10 ans en linéaire
Matériel informatique	5 ans (linéaire) et 3 ans en dégressif

#### 2. 1.2 Principes et méthodes comptables retenus pour le portefeuille titres et les instruments financiers à terme.

##### 1.2.1. Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

La répartition des titres entre les 6 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

##### - Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance, c'est à dire dans un délai de 6 mois maximum. Ne peuvent être considérés comme des titres de transaction que ceux qui sont négociables sur un marché liquide, avec des prix de marché constamment accessibles aux tiers. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable. Les titres de transaction sont enregistrés coupon couru (s'il s'agit de titres à revenu fixe) et frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent, le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

A l'issue d'une durée de détention de six mois, les titres de transaction sont reclassés en titres de placement ou d'investissement, selon la qualification qui pourra leur être donnée en fonction des conditions requises d'inscription pour chacun des portefeuilles destinataires. Ces titres de transaction sont transférés à leur valeur de marché au jour du transfert.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de transaction dans son portefeuille au 30 juin 2019.

##### - Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir pendant une durée supérieure à 6 mois, sans que l'établissement ne soit engagé, s'il s'agit de titres à revenu fixe, à les détenir jusqu'à l'échéance. Cette catégorie comprend également les titres provenant de la catégorie transaction et les titres ne satisfaisant pas aux conditions requises pour un classement en portefeuille d'investissement.

A leur date d'acquisition, les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition frais exclus. Pour les titres reçus du portefeuille de transaction, la valeur de marché au jour du transfert vaut prix d'acquisition et la date de transfert vaut date d'acquisition. Les intérêts courus sont exclus pour les valeurs mobilières à revenu fixe et inclus pour les titres monétaires. La différence entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Ce rattachement est effectué selon un mode linéaire pour les valeurs mobilières à revenu fixe et selon un mode actuariel pour les titres monétaires. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition et du prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul des dépréciations.

Le résultat des cessions ainsi que les dotations et reprises de dépréciations figurent dans la rubrique « Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés ».

##### - Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou « titres de placement » avec l'intention manifeste de détention jusqu'à l'échéance. Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque Française Mutualiste dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ». Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition ; les dépréciations constituées à l'ouverture de l'exercice sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Le résultat des cessions éventuelles et les dotations et reprises de dépréciation sont inscrits en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Au cours du 1er semestre 2019, il n'y a pas eu ni cession ni transfert entre les titres de placement et les titres d'investissement.

- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de l'activité de portefeuille au 30 juin 2019.

- Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

- Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La BFM détient des titres de participation, classés comme tels car répondant à une volonté de participation durable à l'activité.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition. Cette valeur est revue à la baisse par le biais d'une dépréciation, le cas échéant, afin de tenir compte d'éléments significatifs tels qu'une dégradation de la situation nette et des perspectives concernant les sociétés détenues ; ou une dépréciation du cours dans le cas des sociétés cotées.

Les plus et moins-values de cessions ainsi que les dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour le montant net « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

### 1.2.2. Instruments financiers à terme

Les principes et méthodes comptables retenus pour la comptabilisation des opérations financières à terme résultent du règlement n°2014-07 de l'ANC (livre II – titre 5 : « les instruments financiers à terme »).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global, et plus particulièrement du risque « inflation », (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits / charges assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

### 1.3. Créances et dettes sur les établissements de crédits et la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et la nature du concours : créances / dettes à vue ou à terme, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Elles intègrent toute sorte de concours effectué avec les établissements de crédit, y compris les opérations de pension. Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identique et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances ou dettes sont portés en comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts échus sur les créances douteuses viennent s'ajouter à l'encours douteux par contrepartie du compte de résultat. En application des règles déterminées par le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains

Il s'agit des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les créances restructurées

Les créances restructurées constituent une sous-catégorie des encours sains et recouvrent essentiellement les dossiers ayant fait l'objet d'un plan de surendettement, et pour lesquels une décote est calculée, couvrant en valeur actualisée le différentiel entre les flux du nouveau plan de surendettement et les flux du contrat d'origine. La dotation de cette décote figure en coût du risque, tandis que la reprise correspondante est présentée en Produits et intérêts sur opérations avec la clientèle.

- Les encours douteux

Il s'agit de crédits présentant au minimum un impayé pour les prêts en surendettement, un impayé de plus de trois mois pour les prêts à la consommation et les prêts immobiliers. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

- Les encours douteux compromis

Ils constituent une sous-catégorie des encours douteux et se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances ayant fait l'objet d'une déchéance du terme (dénommées « créances contentieuses »), des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

La gestion et le recouvrement des créances contentieuses ont été confiés à la Compagnie Générale de Recouvrement Mutualiste (CGRM), filiale à 100% de la Banque Française Mutualiste.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des encours sains.

Lorsque la créance bénéficie de garanties, celle-ci sont comptabilisées en hors bilan, dans le poste « Engagements de garanties reçues ».

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

L'ensemble des créances douteuses (douteux et douteux compromis) fait l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique (sur la base des taux de pertes ou de récupérations observées sur les quinze années écoulées) lorsque celle-ci est plus appropriée.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, la BFM détermine le montant de ces dépréciations afin de couvrir, en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur ces créances. En tout état de cause, le montant de la dépréciation ne peut être inférieur au montant des intérêts échus sur ces créances et non encaissés.

#### 1.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions comprennent :

- Les provisions pour indemnités de fin de carrière
- Les provisions pour charges diverses
- Les provisions pour litiges et risques divers

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de retraite, calculées selon la méthode prospective. Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

#### 1.5. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Française Mutualiste, conformément aux conditions requises par l'article 1121 du règlement n° 2014-07 de l'ANC et au règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres. Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion des dirigeants de la BFM en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

#### 1.6. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

En effet, conformément au règlement 2014-07 de l'ANC (livre II, titre 1, article 2171-1), les commissions reçues ou versées lors de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement sur la durée de vie effective dudit crédit, alors que les autres commissions sont prises en résultat dès leur survenue.

Dans le cas de commissions étalées sur la durée de vie du prêt, le produit et la charge correspondants sont présentés en produits nets d'intérêts, les commissions restant à étaler sont intégrées aux postes de créances et dettes rattachées à l'encours de crédit.

#### 1.7. Information relative aux parties liées

Conformément aux recommandations de l'ANC 2010-04, la liste des transactions effectuées par la société BFM avec les entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe, s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

### 2. Changement de méthodes comptables.

Néant.

## IV - Notes sur les postes du bilan

Note 1. Créances sur la clientèle :

(En K€)	Valeur brute 30/06/2019	Dépréciation 31/12/2018	Poste à poste	Dotations	Reprises	Dépréciation 30/06/2019	Valeur nette 30/06/2019
<u>Autres concours à la clientèle</u>							
<b>-Encours sains</b>	<b>2 148 796</b>	<b>1 917</b>		<b>654</b>	<b>-573</b>	<b>1 998</b>	<b>2 146 797</b>
Encours sains normaux	2 120 039						2 120 039
Encours sains créances restructurées	13 757	1 917		654	-573	1 998	11 759
Encours sains prêts décotés							
Avance en compte courant Groupe	15 000						15 000
<b>Encours douteux, compromis et contentieux</b>	<b>136 414</b>	<b>82 605</b>		<b>10 898</b>	<b>-12 795</b>	<b>80 708</b>	<b>55 707</b>
Encours douteux	50 799	44 987	-9	7 384	-8 627	43 735	7 063
Encours douteux compromis	7 568	4 942		1 868	-1 828	4 983	2 585
Encours contentieux	78 048	32 675	9	1 646	-2 341	31 989	46 059
<b>-Créances rattachées</b>	<b>6 193</b>						<b>6 193</b>
Comptes ordinaires débiteurs	2						2
<b>Total Créances</b>	<b>2 291 405</b>	<b>84 521</b>		<b>11 553</b>	<b>-13 368</b>	<b>82 706</b>	<b>2 208 699</b>

Note 2. Portefeuille de titres:

#### Titres d'investissement au 30/06/2019

(En K€)	Nominal 31/12/18	Surcote Décote Coupon couru 31/12/18	Valeur Comptable 31/12/18	Acquisitions	Cessions / tombées	Nominal 30/06/19	Surcote Décote Coupon couru 30/06/19	Valeur comptable 30/06/19	Plus ou moins valeurs latentes au 30/06/19
Titres états européens	445 000	33 212	478 212	60 000		505 000	38 698	468 698	36 500
Obligations	25 000	61	25 061			25 000	53	25 053	1 528
TSR	22 000		22 000			22 000		22 000	90
BMTN	275 000		275 000	30 000	75 000	230 000		305 000	71 250
Créances rattachées			10 330					10 820	
<b>Total</b>	<b>767 000</b>	<b>33 273</b>	<b>810 603</b>	<b>90 000</b>	<b>75 000</b>	<b>782 000</b>	<b>38 752</b>	<b>831 571</b>	<b>38 189</b>

#### Détails des titres émis par des États Européens en portefeuille au 30/06/2019

PAYS	NOMINAL	Valeur bilan au 30/06/2019	Valeur marché au 30/06/2019	+/- valeurs latentes 30/06/2019
Total Espagne	110 000	129 056	148 746	19 690
Total Irlande	30 000	30 025	31 500	1 474
Total Italie	110 000	120 697	126 823	6 125
Total Portugal	90 000	98 624	101 486	2 862
Total Roumanie	60 000	62 826	68 006	5 180
Total France	10 000	11 789	12 681	892
Total Croatie	20 000	22 039	22 316	277
<b>Total général</b>	<b>430 000</b>	<b>475 057</b>	<b>511 557</b>	<b>36 500</b>

La valeur bilan s'entend créances rattachées incluses.

#### Titres donnés en pension au 30/06/2019

Nature des titres mis en pension	Nominal	Valeur bilan montant emprunté	Valeur bilan montant encaissé
Effets publics - obligations	140 000	140 000	140 000
<b>Total</b>	<b>140 000</b>	<b>140 000</b>	<b>140 000</b>

#### Titres de placement au 30/06/2019

(En K€)	Valeur d'acquisition 31/12/2018	Valeur de marché 31/12/2018	Plus-values latentes 31/12/2018	Moins-values latentes 31/12/2018*	Valeur d'acquisition 30/06/2019	Valeur de marché 30/06/2019	Plus-values latentes 30/06/2019	Moins-values latentes 30/06/2019
<b>Titres de placement</b>								
Obligations (1)	1 000				1 000			
Créances rattachées								
Parts d'OPCVM	305 284	305 157	11	-139	388 227	388 139	80	-168
Actions								
<b>Total</b>	<b>306 284</b>	<b>305 157</b>	<b>11</b>	<b>-139</b>	<b>389 227</b>	<b>388 139</b>	<b>80</b>	<b>-168</b>

(1) Titres non cotés

\* Les moins-values latentes sont provisionnées à 100%.

## Note 3. Participations :

Note 5: Participations :

(En K€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres			Prêts et avances consentis	Montant des cautions données	CA du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Divid . reçus
				Brute	Dépré.	Nette					
	Participations détenues à plus de 50% :										
SAS CGRM <i>Paris</i>	50	1 053	100%	114		114			2 120	444	400
SARL CIV <i>Paris</i>	8	-311	100%	8	-8		2 228		761	35	
SCI LA GLACIERE <i>Paris</i>	2	14 384	99%	21 146		21 146	2 066		3 003	280	
SAS ITL <i>Paris</i>	5 280	9 008	99%	12 615		12 615	6 922		85 340	899	734
	Participations détenues entre 10 et 50% du capital ou dont la quote-part est >1% du capital de la banque :										
GIE ACCEFIL <i>Boigny Sur Bionne</i>	16	29	25%	4		4	407		9 740	13	
SAS Miroir social <i>Gennevilliers</i>	66	25	21%	260	-246	14			122	3	
Autres participations				110	-18	93	680				
Total				34 258	-271	33 987	12 303		101 086	1 674	1 134

Les données financières des sociétés sont celles des comptes annuels 2019.

La BFM ne détient aucune filiale étrangère ; aucun des titres qu'elle détient n'est coté.

Les quatre participations détenues à plus de 50% sont des entreprises liées.

## Note 4. Détail autres actifs et comptes de régularisation :

(En K€)	31/12/2018	30/06/2019
<b>Autres actifs</b>	<b>26 898</b>	<b>41 465</b>
Dépôts de garantie collatéral	16 200	27 700
Acompte de prélèvements sociaux sur intérêts CSL	2 709	
Débiteurs divers	7 727	13 465
Comptes de stocks et emplois divers	262	300
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>14 255</b>	<b>19 536</b>
Charges payées d'avance	966	2 728
Produits à recevoir	11 261	11 701
Prélèvements en attente d'encaissement	1 575	4 777
Produits à recevoir sur instruments dérivés		
Divers	453	330

Les produits à recevoir incluent notamment les commissions rémunérant le partenariat avec la Société Générale pour 9 935 K€.

## Note 5. Détail autres passifs et comptes de régularisation :



(En K€)	31/12/2018	30/06/2019
<b>Autres passifs</b>	<b>12 524</b>	<b>25 314</b>
Fournisseurs	1 199	2 109
Fournisseurs factures non parvenues	4 256	6 221
Dépôt de garantie collatéral		
Cotisations d'assurances à reverser	2 657	5 160
Impôts et taxes	1 509	8 090
Créditeurs divers	2 904	3 733
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>40 634</b>	<b>46 399</b>
Produits perçus d'avance	5 114	5 023
Charges à payer.	4 371	4 235
Charges à payer sur instruments dérivés	1 034	3 714
Divers	30 116	36 310

Le poste créditeurs divers sont notamment composés de l'abondement versé à la BFM par une mutuelle sur des livrets détenus ses leurs adhérents. Cet abondement s'élève à 1 881 K€ au 30 juin 2019, contre 1 958 K€ au 30 juin 2018.

Le poste divers est notamment composé de 35M€ de primes nettes d'assurances à reverser à la CNP.

Note 6. Provisions :

(En K€)	31/12/2018	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues sans objet	30/06/2019
<b>Provisions pour risques</b>	<b>350</b>	<b>129</b>	<b>920</b>	<b>*-817</b>	<b>375</b>
<b>Provisions pour charges</b>	<b>550</b>	<b>498</b>			<b>1 047</b>
<b>Total</b>	<b>900</b>	<b>626</b>	<b>920</b>	<b>-817</b>	<b>1 422</b>

Les provisions pour charges couvrent les engagements de retraite, pour lesquels la BFM applique, depuis le 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014. En application de ce règlement, la BFM provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques selon la méthode 1 avec les hypothèses suivantes : taux d'actualisation par ancienneté entre 0.2% à 1,61% (contre un taux de 1.57% en décembre 2018), table de mortalité INSEE 2014-2016 (2013-2015 en décembre 2018), un taux de turnover par tranche d'âge entre 0.75% et 6% (5,31% fixe en décembre 2018), un taux de revalorisation des salaires à hauteur de 2,50%, un mode de départ à la retraite volontaire et un âge de départ à la retraite au plus tôt. Cette actualisation des paramètres de l'estimation des indemnités de fin de carrière a généré une dotation complémentaire de 498K€ sur le premier semestre 2019.

Note 7. Évolution des capitaux propres (hors résultat de l'exercice) :

(En K€)	31/12/2018	Affectation du résultat 2017	Augmentation	Réduction	30/06/2019
<b>Capital social</b>	<b>118 763</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>118 763</b>
Parts sociales	113 797				113 797
CCI <sup>(1)</sup>	4 094				4 094
Actions de préférence	872				872
<b>Prime d'émission</b>	<b>22 066</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 066</b>
Prime d'émission Parts sociales	17 712				17 712
Prime d'émission CCI					
Prime d'émission Actions de préférence	4 354				4 354
<b>Réserves</b>	<b>128 546</b>	<b>24 592</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>153 138</b>
Légale	12 277				12 277
Statutaire	25 225	4 189			29 413
Facultative	90 122	20 403			110 525
Spéciale	922				922
<b>Report à nouveau</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Provisions réglementées</b>	<b>378</b>		<b>51</b>		<b>430</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>27 925</b>	<b>-27 925</b>	<b>13 849</b>		<b>13 849</b>
<b>Versement de dividendes</b>		<b>3 333</b>			
<b>Total Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>297 679</b>	<b>0</b>	<b>13 900</b>	<b>0</b>	<b>308 246</b>
<b>Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)</b>	<b>22 025</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 025</b>

(1) Certificats Coopératifs d'Investissement.

Le capital est composé de 7 462 069 parts sociales, de 268 490 certificats coopératifs d'investissement et de 57 199 actions de préférence, d'une valeur nominale de 15,25 €.

#### V - Notes sur les postes du hors-bilan

Note 8. Opérations sur instruments financiers à terme

La BFM procède à des opérations de couverture globale de son bilan en macro-couverture.

Au 30 juin 2019, son portefeuille d'instruments financiers à terme destiné à cette couverture se décomposait de la manière suivante :

Opérations sur instruments financiers à terme	Montants nominaux (En M€)	Type d'instruments financiers à terme	Nature de la couverture	Type d'index	Valorisation au 30/06/2018 (En M€)
SWAPS Inflation	1 585	SWAP	Macro	Inflation	-28,3
<b>Total</b>	<b>1 585</b>				<b>-28,3</b>

Ventilation des notionnels de swaps selon leur durée restant à courir :

Durée résiduelle des swaps	Notionnel en M€
0 à 1 an	
1 an à 5 ans	1 235
Plus de 5 ans	350
<b>TOTAL</b>	<b>1 585</b>

**VI - Notes sur les postes du compte de résultat**

Note 9. Ventilation des intérêts, produits et charges assimilés :

(En K€)	30/06/2018	31/12/2018	30/06/2019
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>59 130</b>	<b>119 093</b>	<b>58 794</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	3 006	6 575	4 475
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	46 956	93 734	45 112
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	9 168	18 784	9 207
Intérêts et produits sur opérations relatives à des dettes subordonnées			
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>16 190</b>	<b>31 418</b>	<b>15 123</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	6 300	12 685	7 159
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	9 889	18 732	7 963
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	1	2	1
Intérêts et charges sur opérations relatives à des dettes subordonnées			

Note 10. Ventilation des commissions perçues et versées :

(En K€)	31/12/2018	30/06/2019
<b>Commissions perçues : produits</b>	<b>23 509</b>	<b>13 218</b>
Commissions reçues des établissements de crédit	11 459	7 125
Commissions reçues de la clientèle	12	
Autres commissions	12 039	6 093
<b>Commissions versées : charges</b>	<b>1 337</b>	<b>644</b>
Commissions versées aux établissements de crédit	342	148
Autres commissions	995	495

Note 11. Ventilation des charges générales d'exploitation :

(En K€)	31/12/2018	30/06/2019
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>62 456</b>	<b>32 085</b>
Frais de personnel	23 058	13 131
Impôts et taxes	1 861	1 104
Frais informatiques	3 589	1 613
Honoraires	2 417	919
Autres frais administratifs	31 531	15 318

Note 12. Frais de personnel :

(En K€)	31/12/2018	30/06/2019
Salaires et traitements	12 685	6 515
Charges retraites	1 105	1 096
Autres charges sociales	4 853	2 535
Reprises nettes des dotations / Litiges sociaux	-107	43
Impôts & taxes et versements assimilés sur rémunérations	2 142	1 258
Abondements Plan épargne entreprise - PERCO	740	687
Participation des salariés	741	500
Intéressement	900	498
<b>Total</b>	<b>23 058</b>	<b>13 131</b>

Au cours de la période, l'effectif moyen s'est élevé à 229 agents répartis en 137 cadres et 92 techniciens.

Note 13. Coût du risque :

Ce poste se décompose comme suit :

(En K€)	31/12/2018	30/06/2019
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	12 713	11 544
Reprise de dépréciations sur créances douteuses	-8 046	-12 953
Créances irrécouvrables	5 613	6 104
Récupération sur créances amorties	-44	-5
Dotations aux dépréciations pour dépréciation des stocks	338	55
Reprise de dépréciations sur stocks	-357	
Dotation aux provisions sur risques et charges		
Reprises de provisions sur risques et charges		
Dotations diverses		
Reprises diverses		
<b>Total</b>	<b>12 881</b>	<b>4 745</b>

#### D. – Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires.

Monsieur le Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Banque Française Mutualiste et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires de celle-ci relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de la Direction, et n'étant pas destinés à être adressés aux actionnaires, n'ont pas fait l'objet d'un arrêté par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes intermédiaires.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, au regard des règles et des principes comptables français, le fait que les comptes intermédiaires présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de Banque Française Mutualiste au 30 juin 2018, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Fait à Paris et Neuilly-Sur-Seine, le 16 octobre 2019.

Les Commissaires aux Comptes  
Pour BDO France-LEGER & ASSOCIES,  
Pour GRANT THORNTON,

OLIVIER GATARD  
LESLIE FITOUSSI

#### E. – Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être communiqué sur simple demande.